



AUGMENTER LES SALAIRES, PAS L'ÂGE DE LA RETRAITE ! C'EST URGENT, C'EST LÉGITIME ET C'EST POSSIBLE !

Le président a annoncé de nouvelles cures d'austérité : contre les salaires, les retraites, le temps de travail, l'assurance chômage, la sécurité sociale, les services publics ? L'arnaque est grossière et scandaleuse !

L'augmentation générale des salaires et la taxation des superprofits sont refusées, alors que les profits des entreprises du CAC 40 explosent.

En 2021, 70 milliards € ont été versés aux actionnaires des entreprises françaises, soit **+11 %** en un an.

Le patrimoine des 500 plus grosses fortunes françaises représente **1.000 milliards €** (pour comparaison, le déficit attendu en 2022 pour la France est de 154 milliards).

En août, on apprend que l'Etat a encore passé un marché avec 15 cabinets de conseil dont McKinsey pour **375 millions €**.

150 milliards € par an d'aides publiques sont versés aux entreprises sans conditionnalité et souvent sans contrôle. **La fraude et l'évasion fiscales représentent 100 milliards par an.** Depuis 2017, c'est **21 milliards par an de cadeaux fiscaux** aux entreprises.

La **suppression de l'ISF fait perdre 3,5 milliards d'euros.** La suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et de nouvelles baisses des impôts de production sont prévues.

La mise en place d'une égalité salariale entre les femmes et les hommes, permettrait d'injecter **61,9 milliards d'euros** dans l'économie.

Pour les fonctionnaires, l'augmentation de 3,5% de la valeur du point d'indice ne couvre ni les 10 années de gel, ni la hausse de l'inflation, ni le tassement des grilles indiciaires (**à ce jour, les 7 premiers échelons des agents C et les 3 premiers des B sont identiques au SMIC**).

La DGFIP a la volonté de réintroduire une modulation à la tête du client, et la création d'une «prime de fidélisation» limitée à quelques agents et source de nouvelles inégalités. On se fiche de nous !

Il est urgent d'améliorer le sort des agents. Il faut investir dans la Fonction publique !

La revalorisation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice avec rattrapage et indexation sur l'inflation, la revalorisation des grilles, des rémunérations plus justes pour les non-titulaires, ENSEMBLE c'est possible !

Retrouvez les propositions CGT et CGT Fonction publique sur les salaires :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/content/les-10-mesures-urgence-de-la-cgt-pour-les-salaires-et-le-pouvoir-dachat>

<http://www.financespubliques.cgt.fr/content/urgence-pour-les-salaires-urgence-pour-la-fonction-publique>



**URGENCE POUR NOS SALAIRES,
URGENCE POUR LA FONCTION
PUBLIQUE, URGENCE POUR LES
AGENTS DE LA DGFIP :**

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN
MANIFESTATION UNITAIRE
INTERPROFESSIONNELLE**

LE 29 SEPTEMBRE !

10h30 place de Verdun à PAU

10h30 Place Ste Ursule à BAYONNE





Urgence salaires



Alors que les actionnaires des grandes entreprises font des profits records, le gouvernement Macron refuse de répartir équitablement la richesse produite dans les entreprises entre ceux qui apportent le travail et ceux qui apportent le capital. En 2021 70 milliards ont été versés aux actionnaires des entreprises françaises, soit + 11% en un an, tandis que les salariés, retraités et étudiants doivent se contenter de miettes face à une inflation qui atteint les 6% et pourrait bien dépasser 8% d'ici la fin de l'année 2022, ce gouvernement ne consent qu'à des revalorisations de 4% des pensions de retraite et des prestations sociales, et de 3.5% de la valeur du point d'indice dans la fonction publique. En d'autres termes, il fait délibérément porter sur les salarié-es du privé et du public, sur les retraité-es et les plus précaires les effets des crises économiques énergétiques et climatiques en cours.

Tout augmente, sauf nos salaires, nos retraites, nos minima sociaux !

La CGT, la FSU et Solidaires refusent qu'un nouveau pas soit franchi vers la paupérisation généralisée de la population française. Nos organisations appellent dès à présent l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, des privé-es d'emploi, des retraité-es et des étudiant-es à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre.

Pour l'augmentation générale des salaires, pensions, et minima sociaux, toutes et tous en grève et en manifestation le 29 septembre !

Pau, 10h30, Place Verdun

Bayonne, 10h30, Place Ste Ursule

